



HAL
open science

La République et les paysans : la lutte électorale en 1863 selon Jules Ferry

Chloé Gaboriaux

► **To cite this version:**

Chloé Gaboriaux. La République et les paysans : la lutte électorale en 1863 selon Jules Ferry. Parlement[s], Revue d'histoire politique, 2014, 2014/3 (22), pp.107-114. 10.3917/parl1.022.0107. hal-01168944

HAL Id: hal-01168944

<https://hal.science/hal-01168944>

Submitted on 16 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La République et les paysans : la lutte électorale en 1863 selon Jules Ferry

Chloé Gaboriaux

Texte commenté : Jules Ferry, extrait de *La lutte électorale en 1863*, Paris, Dentu, 1863, p. 9-12.

§1 « Nous avons tous l'habitude de dire que la France, depuis soixante ans, s'épuise en vains efforts pour fonder la liberté ; cela est vrai de vous, de moi, du voisin, de la France que nous connaissons, que nous voyons, que nous touchons ; de celle que nous composons, enfin, à huit ou neuf cent mille que nous sommes.

§2 Mais il est une autre France, dont, il y a quinze ans, les libéraux ne s'occupaient guère, et que les libéraux de l'avenir sont payés pour n'oublier pas : c'est la France des paysans.

§3 Quand les premiers railways sillonnèrent les campagnes, les paysans en eurent peur. Puis, ils se mirent à les haïr comme des ennemis, à les maudire comme des fléaux ; blés germés, vignes perdues, désordre du ciel et des saisons, c'est le chemin de fer qui fut le grand coupable. Aujourd'hui, cet effroi naïf a fait place à l'indifférence. Quand la locomotive passe à toute vapeur, le paysan se lève sur le sillon, ses bras nus posés sur sa houe ; son regard accompagne un instant le bruyant phénomène, puis lentement il recourbe son dos vers la terre. C'est de ce regard vague, rêveur et las, où se reflètent tant de misères, que le campagnard voit passer les plus grandes choses de ce monde. La liberté est de ce nombre. Comme le railway, elle lui est indifférente. Elle ne le gêne pas, et il ignore encore qu'elle peut lui servir.

§4 De la République, il n'a retenu qu'une chose : les 45 centimes, – rancune purement financière. De la monarchie parlementaire, il ne garde rien, ni amour, ni haine, ni souvenir ; comment l'aurait-il connue ? – Le jour où elle tomba, il se réveilla citoyen, tenant dans sa main son huit-millionième de souveraineté. Il est permis de croire que le cadeau paru médiocre au plus grand nombre. Ils en usèrent avec leur douce

apathie, faisant autant de Constituants et de Législateurs qu'on leur en demandait, et n'en pensant qu'une chose : c'est qu'ils coûtaient bien cher.

§5 Un jour pourtant les masses agricoles montrèrent qu'elles pouvaient *vouloir*. Le paysan voulut couronner sa légende, et d'un mot fit l'Empire. Ce mot-là fut passionné, libre, sincère. Il le répéta trois fois ; puis, quand vinrent les législatures, on lui fit facilement entendre que c'était toujours la même chose. Avec le système des candidatures gouvernementales, d'une part, avec l'abstention insensée des partis de l'autre, les deux choses, en effet, ne différaient guère.

§6 Mais à épeler toujours la même syllabe, ni enfants, ni peuple n'apprennent à lire. L'élection devint comme un acte machinal. Qu'est-ce qu'un bulletin de vote ? Un carré de papier qu'apporte le garde-champêtre, avec recommandation de le rapporter au maire deux ou trois jours après, à une heure marquée sur une carte. Fixés l'un à l'autre, bulletin et carte ne font qu'un. La quittance du percepteur est plus chère à solder ; elle n'est, dans le fond des chaumières, guère plus impérative. »

Le Second Empire (1852-1870) s'appuie sur la double légitimité de la dynastie bonapartiste et du suffrage universel masculin. Les consultations électorales y sont relativement fréquentes mais encadrées par l'administration impériale qui, dans un contexte de restriction des libertés politiques, a notamment recours à la candidature officielle. Les adversaires du régime se trouvent donc en grande difficulté. En partie décapitée par la répression, l'opposition a d'abord été tentée par l'abstention. Mais l'exemple des Cinq, ces élus républicains qui ont accepté en 1858 de prêter serment de fidélité au chef de l'Etat et à la Constitution pour pouvoir siéger au Corps législatif, ainsi que la timide libéralisation du régime au début des années 1860, favorisent l'émergence d'une « opposition légale », qui tente de peser sur les élections législatives de 1863.

Elle y parvient en partie : le scrutin des 30 et 31 mai 1863 témoigne de sa progression auprès des électeurs urbains, qui élisent l'essentiel des opposants au régime (quinze indépendants et dix-sept républicains), et de sa difficulté à convaincre les électeurs ruraux, qui restent fidèles aux candidats officiels¹.

C'est à cette occasion que Jules Ferry (1832-1893), jeune avocat de plus en plus investi dans le combat pour la République, rédige *La lutte électorale en 1863*, qui paraît peu après le scrutin. Il y dénonce les abus de la candidature officielle à travers une enquête minutieuse, appuyée sur de nombreux documents et témoignages. Le texte commenté ici est extrait du chapitre deux intitulé « Les paysans », dont il constitue les premières pages. Il s'agit pour Jules Ferry de dresser le portrait de l'électeur des campagnes avant d'énumérer les pressions dont il fait l'objet et qui le conduisent bien souvent à donner sa voix aux candidats bonapartistes. Depuis l'instauration du suffrage universel masculin en 1848, les ruraux focalisent en effet l'attention des commentateurs et des hommes politiques : parce qu'ils représentent alors les trois quarts de la population française, ils forment une écrasante majorité électorale dont le soutien est indispensable pour qui veut accéder légalement au pouvoir et s'y maintenir.

L'analyse de Ferry, qui explique le bonapartisme rural par les effets conjugués des pressions administratives et du manque d'éducation politique de la paysannerie française, peut aujourd'hui sembler banale. Au fil des années, de nombreux travaux sont pourtant venus l'infirmier en partie. Ils nous permettent de relire ce texte bien connu avec un regard neuf, non plus comme le constat réaliste qu'il prétend être mais comme l'expression d'une conception particulière de la citoyenneté paysanne. Quoiqu'ancrée dans les débats politiques du moment, elle a profondément marqué la République opportuniste que Ferry contribue à fonder quelques années plus tard. Elle a aussi laissé son empreinte sur l'historiographie républicaine de la politisation des paysans, qu'il s'agit ici de mettre à distance pour mieux comprendre la position de Ferry et de ses amis républicains.

¹ Louis Girard, *Questions politiques et constitutionnelles du Second Empire*, Paris, Centre de documentation universitaire, 1964, 144 p. ; du même auteur, *La Deuxième République et le Second Empire*, 1848-1870, Paris, Hachette, 1981, 479 p. ; Léo Hamon (dir.), *Les républicains sous le Second Empire*, Paris, MSH, 1993, XXIII – 214 p.

L'APPEL AU REALISME

Les premières lignes du chapitre définissent clairement le lectorat visé par Jules Ferry. Il s'agit de l'opposition libérale et républicaine qu'il exhorte à se rendre à l'évidence : le combat pour la liberté est minoritaire en France, et le pays, majoritairement rural, est dans l'ensemble acquis au bonapartisme. L'affirmation rompt avec le romantisme quarante-huitard, qui avait avec Michelet exalté la patrie de la liberté et idéalisé les paysans-citoyens. Elle met aussi à mal l'explication longtemps en vogue dans les milieux républicains, selon laquelle le soutien apporté par les populations rurales à Louis-Napoléon Bonaparte aurait été extorqué par la menace et la contrainte : le vote massif en faveur du régime impérial, répété « trois fois » – lors de l'élection présidentielle de 1848 et des plébiscites de 1851 et 1852 – fut en réalité « passionné, libre et sincère » (§5), avant de devenir un « acte machinal » (§6).

Contrairement à ses aînés, qui s'étaient crus à tort les porte-parole naturels des aspirations populaires, Ferry décrit la « France des paysans » comme une « autre France », que le jeu des pronoms (première personne du pluriel §1 *versus* troisième personne du singulier §2) met à distance de l'avant-garde républicaine et que cette dernière doit donc apprendre à connaître si elle veut gagner ses suffrages. Ferry participe à cet égard au renouvellement en cours du mouvement républicain, souvent pensé de façon un peu réductrice en termes de générations politiques – la jeune garde montante, positiviste et pragmatique, prenant le relais des vieilles barbes quarante-huitardes, romantiques et idéalistes¹.

¹ A ce sujet, voir notamment Sylvie Aprile, « 'Qu'avons-nous fait, nous les purs ?' : figures singulières et recompositions plurielles de l'opportunisme », *Politix*, vol. 14, n° 56, 2001, p. 109-122.

UN CONSTAT EN PARTIE BIAISE

On a souvent loué la sagesse politique de Ferry, qui a très tôt pris conscience des efforts à accomplir pour enraciner la République dans la population française. La description qu'il livre ici des électeurs ruraux n'en est pas moins contestable, comme le suggère la lecture des travaux consacrés à la politisation des campagnes.

Sociologiquement d'abord, « le paysan » (§3) est introuvable. Les campagnes françaises, alors densément peuplées, accueillent une population très hétérogène : ouvriers agricoles soumis à des contrats très divers, domestiques, petits artisans, petits propriétaires terriens plus ou moins endettés, fermiers relativement aisés, etc¹. A cet égard, le campagnard de Ferry, « ses bras nus posés sur sa houe » (§3) évoque davantage *L'homme à la houe* du peintre Millet, réalisé d'ailleurs au même moment, que la réalité des mondes ruraux.

L'archaïsme que Ferry prête à ces derniers est également à relativiser tant les disparités régionales sont importantes. L'exemple du chemin de fer (§3), qui incarne à ses yeux la modernité indifférente aux paysans, fait d'ailleurs sourire : le développement des voies de communication sous le Second Empire a plutôt profité à l'agriculture et consolidé dans les campagnes l'adhésion au régime², ce qui tend à contredire le rapport que Ferry semble établir entre difficultés économiques et vote bonapartiste³.

Car si les campagnes accordent en grande majorité leurs suffrages aux bonapartistes, contrairement aux villes qui passent peu à peu à l'opposition, les raisons du soutien au régime sont très diverses et ne peuvent évidemment pas être rapportées à une quelconque « apathie » (§4) ! Vote précoce ou plus tardif⁴, vote sanction ou vote d'adhésion,

¹ Pour une synthèse, voir le volume 3 de *L'histoire de la France rurale* : Maurice Agulhon, Gabriel Désert et al., *Apogée et crise de la civilisation paysanne : 1789-1914*, Paris, Seuil, 1987, 568 p.

² Frédéric Salmon, *Atlas électoral de la France : 1848-2001*, Paris, Seuil, 2001, XV-94 p.

³ Frédéric Salmon, « La 'gauche avancée' en 1849 et en 1870 : le pourquoi de la chute », in Léo Hamon (dir.), *Les républicains sous le Second Empire*, Paris, MSH, 1993, p. 93-110.

⁴ Certains départements ruraux se sont révélés très à gauche dès 1849 et beaucoup de campagnards ont pris les armes en 1851 pour défendre la République contre le coup d'État.

vote de déférence à l'égard d'une administration plus ou moins menaçante, vote guidé par les anciens notables ou vote populaire, le bonapartisme rural est multiforme¹. Il faut à cet égard nuancer le manque d'éducation politique des paysans : si la plupart d'entre eux n'ont bien sûr pas connu les premières expériences de suffrage universel masculin sous la Révolution et l'Empire², ils ont pour certains commencé à voter avant 1848, grâce à la loi électorale municipale adoptée sous la Monarchie de Juillet en 1831³, et poursuivi leur apprentissage sous la Seconde République⁴ mais aussi sous le régime de Napoléon III, qui est loin d'avoir réduit l'élection à « un acte machinal » (§6)⁵.

UN TEXTE DE COMBAT

Derrière le souci de l'enquête s'esquisse ainsi un portrait partiel et partial, dont il faut pour finir expliquer les ressorts. Si Ferry insiste pour faire du paysan un être fruste, apathique, incapable de saisir la portée de son « huit-millionième de souveraineté » (§4), ce n'est pas seulement parce que son regard de citoyen éduqué l'incline aux généralisations abusives. C'est surtout parce qu'affirmer que les électeurs

¹ Philippe Vigier, « Le bonapartisme et le monde rural », in Karl Hammer et Peter Claus Hartmann (dir.), *Le bonapartisme : phénomène historique et mythe politique*, Munich, Artemis Verlag, 1977, p. 11-21.

² Philippe Tanchoux, *Les procédures électorales en France : de la fin de l'Ancien régime à la Première guerre mondiale*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 2004, XI-559 p.

³ Christine Guionnet, *L'apprentissage de la politique moderne : les élections municipales sous la monarchie de Juillet*, Paris, L'Harmattan, 1997, IV-324 p.

⁴ Maurice Augulhon, *La République au village : les populations du Var, de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Plon, 1970, 543 p.

⁵ Sudhir Hazareesingh, « Bonapartism as the progenitor of democracy: the paradoxical case of the French Second Empire », Peter Baehr and Melvin Richter (ed.), *Dictatorship in history and theory: bonapartism, caesarism, and totalitarianism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 129-152.

ruraux ont choisi Napoléon III en connaissance de cause reviendrait soit à admettre la légitimité démocratique du Second Empire, soit à remettre en question le suffrage universel masculin. L'alternative est insupportable pour un républicain comme Ferry, qui s'attache dès lors à démontrer que la majorité rurale vote sans comprendre et que ses suffrages n'ont par conséquent que peu de valeur.

La foi de Ferry dans le progrès et dans la République le conduit donc immanquablement à voir dans le bonapartisme rural une marque évidente d'archaïsme. Contre les bonapartistes, qui se vantent de moderniser le pays, économiquement mais aussi politiquement, Ferry tient à montrer que le cœur de l'électorat du régime est ancré dans le passé, étranger aux « grandes choses de ce monde » (§3). Il disqualifie ainsi le césarisme démocratique, renvoyé à une survivance anachronique, et réinscrit la conquête de la République dans un processus difficile mais prometteur : si l'électeur rural « ignore encore » (§4) le sens de la liberté, c'est qu'on peut et doit le lui apprendre, comme on éduque les « enfants » (§6).

Ici comme dans le reste de l'ouvrage, dédié « aux cinq députés qui ont reconstruit en France l'opposition légale », Ferry appelle donc les opposants à sortir de leur « abstention insensée » et à tenter leur chance aux élections législatives, que le régime cherche à transformer en plébiscites (§5). Sans le dire explicitement, Ferry suggère qu'ils devront d'abord chercher à élever à la politique des ruraux obnubilés par leurs intérêts matériels : la thématique parcourt le texte, qu'il s'agisse d'expliquer leur haine de la Seconde République associée à l'impôt des 45 centimes et à l'indemnité parlementaire (§4) ou de comparer carte d'électeur et quittance du percepteur (§6).

La description des ruraux proposée ici par Ferry est donc orientée par la lutte engagée contre le régime autoritaire de Napoléon III. Elle lui survit néanmoins longtemps. La République opportuniste y trouve un guide, qui la conduit à ménager ce que Ferry croit être le « tempérament » des ruraux et même à en faire l'éloge, ce qui ne va pas sans tensions au sein du camp républicain¹. Elle a marqué l'historiographie

¹ Je me permets à cet égard de renvoyer à mon livre : *La République en quête de citoyens : les républicains français face au bonapartisme rural, 1848-1880*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, 368 p.

républicaine, prompt à identifier comme Ferry politisation et républicanisation¹ et à minimiser l'importance des luttes menées sous Second Empire dans la genèse de la Troisième République².

¹ Gilles Pécout, « La politisation des paysans au XIX^e siècle : réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises », *Histoire et sociétés rurales*, n° 2, 1994, p. 91-126.

² Philip Nord, *Le moment républicain : combats pour la démocratie dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Armand Colin, (1995) 2013, 336 p.